

## Sommet « Finance en commun » **Les banques publiques de développement doivent agir en faveur du monde que nous voulons**

À l'occasion du sommet « Finance en commun », plus de 320 organisations de la société civile issues de différents pays, dont la Coalition Eau, appellent dans une déclaration commune les banques publiques de développement à transformer leurs modèles de financement et à consacrer leurs ressources financières et leur influence à la réalisation d'un avenir juste, inclusif et durable pour toutes et tous.



C'est dans le contexte de la pandémie covid-19, des crises socio-économiques et climatiques mondiales, que se tiendra, dans le cadre du Forum de Paris pour la paix, le premier sommet des banques publiques de développement. Ce sommet, organisé par l'Agence française de développement, réunit du 9 au 11 novembre les 450 banques publiques de développement du monde entier pour discuter de leur rôle, leur ambition, leurs défis et leurs opportunités.

*Dans ce cadre, une tribune a été publiée par trois associations, Forus, FIDH et Climate Action Network dont voici une traduction. Elle résume les grandes lignes de demandes de plus de 320 organisations de la société civile adressées aux banques de développement.*

### L'APPEL DE PLUS DE 320 ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

➔ [Les BPD doivent agir en faveur du monde que nous voulons](#)

### LA TRIBUNE

Le monde est confronté à la plus grave crise sanitaire mondiale depuis un siècle, une crise inextricablement liée à la montée des inégalités sociales et économiques, à la 6e extinction massive des espèces et aux catastrophes écologiques et climatiques record. Face à ce contexte de bouleversement mondial, nous appelons les banques publiques de développement qui se

réunissent cette semaine pour le [sommet Finance in Common](#) d'être partie prenante de la solution visant à construire un monde juste, équitable, inclusif et durable.

Pour ce faire, les banques doivent s'engager à consacrer leurs ressources financières, qui sont considérables, et leur influence, à la réalisation d'un avenir sûr, sain et prospère, pour toutes et tous. C'est pourquoi aujourd'hui plus de 320 organisations de la société civile ont signé une [lettre commune](#) exhortant les banques publiques de développement réunies au sommet à transformer leurs modèles de financement.

La pandémie covid-19 n'est que le dernier exemple des crises multiples auxquelles nos sociétés sont confrontées et qui pourraient entraîner [150 millions de](#) personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté d'ici 2021. Il est temps de s'attaquer aux causes profondes de ces crises systémiques, faute de quoi nous risquons d'aggraver considérablement les difficultés de milliards de personnes.

Les femmes et les jeunes filles, ainsi que les personnes qui subissent les effets cumulés du fait de vulnérabilités diverses, sont les plus affectées et les plus touchées. Quelle que soit la durée de cette pandémie, les défis auxquels le monde est confronté méritent des réponses mondiales à même de répondre aux besoins des communautés locales.

Les banques publiques de développement ne doivent pas répéter les erreurs du passé. Elles doivent saisir l'occasion du sommet Finance en commun pour amorcer un changement profond et rapide dans leur mode de fonctionnement. C'est l'occasion aussi pour elles de placer la démocratie, l'inclusion, l'égalité, la solidarité et le bien commun au cœur de leurs actions.

L'argent public ne devrait être dépensé que pour promouvoir le bien-être des personnes et de la planète. Aussi pas un centime ne doit aller à la violation des droits humains, économiques, sociaux et culturels ou encore des droits des peuples indigènes, ni à la destruction de la nature.

Le moment est venu pour les banques publiques de développement d'adopter une position collective afin de stopper les investissements consacrés aux combustibles fossiles et aux autres secteurs qui alimentent la crise climatique et celle de la biodiversité. Nous pensons que la réalisation des objectifs de développement durable, la limitation du réchauffement climatique à 1,5°C par la mise en œuvre intégrale de l'Accord de Paris et la protection de la nature devraient être les principaux moteurs de l'action au cours de la décennie qui s'ouvre.

Grâce à une approche fondée sur les droits et à des mécanismes solides en faveur d'une participation significative de la société civile à tous les stades, de l'élaboration des politiques à l'évaluation de leurs impacts, les banques publiques de développement devraient accroître le respect des droits humains et promouvoir le développement pris en charge par la collectivité.

Leurs opérations directes et indirectes devraient favoriser les capacités d'adaptation, le développement de services publics essentiels de qualité et soutenir les efforts de lutte contre la corruption et l'évasion fiscale. « Ne pas nuire » est un principe auquel elles doivent adhérer pour que leur financement ne sape les objectifs climatiques et environnementaux, n'alourdissent le fardeau de la dette ou n'accroissent les inégalités.

Pour permettre l'imputabilité, toutes les banques publiques de développement et leurs intermédiaires doivent appliquer les normes de transparence les plus élevées, les directives concernant la présentation des rapports et les méthodologies d'évaluation des risques et d'impact.

Le contexte actuel désastreux souligne une fois de plus l'urgence de repenser le financement du développement. Il nécessite de prendre une longueur d'avance. Il ne s'agit pas seulement de

savoir comment l'argent public est dépensé, mais aussi de s'attaquer aux effets largement négatifs que les partenariats public-privé ont sur les communautés.

Ces efforts doivent être soutenus par les pays mandataires qui établissent les politiques, les mesures et fournissent les ressources nécessaires aux institutions financières publiques.

Les banques publiques de développement réunies au sommet doivent agir immédiatement pour transformer leurs modèles de financement en adoptant les engagements énoncés dans notre lettre conjointe. Leur mandat d'intérêt public doit être clair, leur gouvernance transparente et en capacité de rendre des comptes.

La société civile continuera de remplir son rôle pour veiller à ce que la réponse à la crise économique mondiale actuelle entraîne une transformation économique, sociale et écologique. Si ce n'est maintenant, quand ?

*Cet article a été rédigé par Lara Pietricovsky de Oliveira, présidente du Forum international des plateformes d'ONG (FORUS), Eléonore Morel, directrice générale de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) et Tasneem Essop, directrice exécutive du Climate Action Network . »*

*(traduction Coordination SUD. Texte originale : [news.trust.org/item/20201109103303-glXq3](https://news.trust.org/item/20201109103303-glXq3))*